



REPUBLIQUE DE COTE D'IVOIRE  
MINISTERE D'ETAT,  
MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT



---

**Projet d'Autoévaluation Nationale des Capacités à Renforcer pour la Gestion  
de l'Environnement Mondial (ANCR-GEM)**



**CLIMATIQUES BESOINS ET PRIORITES DE LA COTE D'IVOIRE  
EN MATIERE DE RENFORCEMENT DES CAPACITES  
DANS LE DOMAINE DES CHANGEEMNTS**



**M. KOUASSI JULES VENANCE**  
**Consultant**

**Mars 2005**

# **SOMMAIRE**

	Pages
<b>SOMMAIRE</b>	
<b>LEXIQUE .....</b>	<b>1</b>
<b>RESUME .....</b>	<b>2</b>
<b>I. CONTEXTE ET JUSTIFICATION.....</b>	<b>4</b>
<b>II. RAPPEL DES OBJECTIFS ET DES TACHES DU CONSULTANT.....</b>	<b>5</b>
<b>III. RESULTATS ATTENDUS .....</b>	<b>6</b>
<b>IV. LA CONVENTION DES NATIONS-UNIES SUR LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES ET LE PROTOCOLE DE KYOTO .....</b>	<b>7</b>
<b>V. LA POLITIQUE NATIONALE EN MATIERE DE CHANGEMENT CLIMATIQUE .....</b>	<b>12</b>
<b>VI. L'ANALYSE STRATEGIQUE DES OBLIGATIONS DE LA CONVENTION CADRE SUR LE CHANGEMENT CLIMATIQUE ET LE PROTOCOLE DE KYOTO .....</b>	<b>24</b>
<b>VII. QUESTIONS INTERSECTORIELLES ET SYNERGIES RELATIVES AUX TROIS CONVENTIONS DE RIO .....</b>	<b>36</b>
<b>CONCLUSION .....</b>	<b>40</b>
<b>BIBLIOGRAPHIE .....</b>	<b>42</b>
<b>TABLE DES MATIERES .....</b>	<b>44</b>

## LEXIQUE

AG13 :	Groupe Spécial de l'Article 13
AGBM :	Groupe Ad hoc du Mandat de Berlin
ANCR-GEM :	auto évaluation de besoin en renforcement des capacités à gérer l'environnement mondial
ANDE :	Agence Nationale de l'Environnement
CCT :	Centre de Cartographie et de Télédétection
CDP 4 :	Quatrième Conférence des Parties
CP :	Conférence des Parties
CILS :	Comité International de lutte contre la Sécheresse au Sahel
CNI-CCCC :	Comité de Négociation Intergouvernemental pour une Convention-Cadre sur les Changements Climatiques
CNTIG :	Comité National de Télédétection et d'Information Géographique
CNUED :	Conférence des Nations-Unies sur l'Environnement et Développement
CO <sub>2</sub> :	Dioxyde de Carbone
CONGACI :	Collectif des ONG Actives de Côte d'Ivoire
CPCP :	Comité de Pilotage et de Coordination du Projet
CRP :	Comité Restreint de Projet
EIE :	Etudes d'Impact Environnemental
FEM :	Fonds pour l'Environnement Mondial
G77 :	Les pays n'appartenant pas à l'Annexe I (Pays en voie de développement)
GEF :	Global Environment Facility
GES :	Gaz à Effet de Serre
GIEC :	Groupe Intergouvernemental sur l'Evolution du Climat
I2T :	Institut de transformation technologique
IGES :	Inventaire des Gaz à Effet de Serre
IREN :	Institut de Recherche sur les Energies Nouvelles
MDP :	Mécanisme de Développement Propre
OCDE :	Organisation pour la Coopération et le Développement Economique
OMM :	Organisation Météorologique Mondiale
ONG :	Organisation Non Gouvernementale
ONUDI :	Organisation des Nations Unies pour le Développement Industriel
PNAE :	Le Plan National d'Action Environnementale de la Côte d'Ivoire
PNUD :	Programme des Nations-Unies pour le Développement
PNUE :	Programme des Nations-Unies pour l'Environnement
REC :	Réduction d'Emissions Certifiées
RECI :	Réseau des ONG d'Environnement en Côte d'Ivoire
RIOF :	Réseau ivoirien des ONG Féminines
SBI :	Organe de Mise en Oeuvre
SBSTA :	Organe Subsidaire de Conseil Scientifique et Technologique
UFR :	Unité de Formation et de Recherche
UNFCCC :	United Nations Framework Convention on Climate Change

## **RESUME**

La ratification de la Convention Cadre sur le changement climatique le 14 novembre 1994 justifie l'engagement pris par le pays à participer de manière significative à la lutte contre les changements climatiques.

Cet engagement s'est manifesté par l'élaboration du Plan National d'Action Environnementale, la réalisation de projets relatifs aux changements climatiques et la mise en place de structure à caractère environnemental. C'est ainsi le projet "d'auto-évaluation de besoin en renforcement des capacités à gérer l'environnement mondial" (ANCR-GEM) dont l'objectif est d'évaluer les capacités nationales à gérer l'environnement mondial et à renforcer les capacités individuelles, institutionnelles et systémiques a été initié par le gouvernement de Côte d'Ivoire avec l'appui du (FEM), du PNUE et le PNUD. Ce projet s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre des engagements de la Convention.

Il a permis à travers ce document de rappeler les objectifs, les engagements et les principes de la convention CC et du Protocole de Kyoto.

En outre, un état des lieux sur la politique nationale en matière de changement climatique a été développé à travers les points suivants : les aspects législatifs, les institutions, les activités majeures, le suivi et l'évaluation des projets l'inventaire national, enfin les ressources Financières.

Cependant une analyse des obligations de la Convention et du Protocole a été effectuée. Cette analyse s'est fondée sur les articles pertinents contenus dans la convention et protocole. Parallèlement aux points précédents ce document met en relief les questions intersectorielles et les synergies relatives aux trois conventions de Rio.

Au terme de cette étude, les recommandations suivantes ont été émises dans l'optique de mener une bonne politique de renforcement de capacités au niveau national :

- La mise en place d'une stratégie de sensibilisation et d'information des populations, des décideurs et des spécialistes des domaines concernés.
- Le renforcement des capacités humaines, techniques et institutionnelles dans le domaine des changements
- La mise en place d'un cadre institutionnel adéquat pour programmer, coordonner et assurer le suivi des actions entreprises et à apprendre.
- La prise en compte des cadres opérationnels existants pour assurer l'efficacité desdites actions.
- L'élaboration d'un plan d'actions prioritaires.

- L'implication effective des parties prenantes à la définition des activités liées aux changements climatiques.
- La recherche et la promotion des outils les plus performants pour mener à bien les études.
- L'intégration des considérations relatives aux changements climatiques dans le domaine politique, économique, social et environnemental.
- La mise en place d'un Comité National suivi opérationnel sur les changements climatiques dans les meilleurs délais.
- L'élaboration et mise en œuvre des stratégies de mobilisation des ressources financières au niveau national et international.
- L'élaboration d'un portefeuille de projets incluant des technologies propres en matière de changements climatiques.
- Promotion de projets de technologies propres.

## **I. CONTEXTE ET JUSTIFICATION**

Les changements climatiques ont été reconnus pour la première fois comme un problème majeur, d'envergure mondiale en 1979, au cours de la première conférence climatique organisée à Genève par l'organisation météorologique mondiale. A cette occasion, un appel a été lancé aux gouvernements les enjoignant à tout mettre en œuvre pour éviter toute forme de changements climatiques d'origine anthropique susceptible de léser l'humanité toute entière. En décembre 1990, l'organe suprême des Nations-Unies : l'Assemblée Générale, donna le signal de départ des négociations qui devraient aboutir à une convention cadre sur les changements climatiques. C'est donc par la suite qu'a été conclue à Rio de Janeiro en Juin 1992, lors de la Conférence des Nations Unies sur l'Environnement et le Développement (CNUED), la convention cadre sur les changements climatiques. Cette convention cadre a pour objectif final « la stabilisation » de la concentration de l'atmosphère en gaz à effet de serre à un niveau qui empêche toute perturbation anthropique dangereuse du système climatique. Cette convention a été ratifiée par la Côte d'Ivoire le 14 novembre 1994.

C'est ainsi que dans l'élan de mise en œuvre des dispositions de la convention, le gouvernement de Côte d'Ivoire avec l'appui du Fonds Mondial pour l'Environnement (FEM), du Programme des Nations-Unies pour l'Environnement (PNUE) et du Programme des Nations-Unies pour le Développement (PNUD) a initié un projet en vue d'évaluer les capacités nationales à gérer l'environnement mondial et à renforcer ses capacités individuelles, institutionnelles et systémiques de manière à mieux gérer l'environnement dans le cadre de stratégie de réduction de la pauvreté et de développement durable. C'est dans ce contexte que le projet d'auto évaluation de besoin en renforcement des capacités à gérer l'environnement mondial (ANCR-GEM) à travers ce rapport nous permettra de formuler une stratégie et un plan d'action en vue du renforcement des capacités en matière de mise en œuvre nationale des conventions internationales, en particulier celles relatives à la biodiversité, aux changements climatiques et à la désertification.

Le projet ANCR-GEM est administré par un Comité de Pilotage et de Coordination du Projet (CPCP) et un Comité Restreint de Projet (CRP).

Pour mener à bien sa mission le Comité Restreint de Pilotage fait appel à des consultants pour une période bien déterminée qui travaillent spécifiquement sur les trois conventions à savoir :

- la convention cadre sur les changements climatiques,
- la convention sur biodiversité
- la Convention sur la désertification.

Les rapports issus de ces études seront approuvés en commission au sein du comité restreint de pilotage.

Dans sa première partie, ce document relatif au changement climatique fera un résumé de l'historique, des engagements et des objectifs précis de la Convention Cadre sur les changements climatiques et le protocole de Kyoto ensuite, la seconde partie mettra en exergue les points suivants :

- ✓ les obligations des Parties prenantes
- ✓ les stratégies ou politiques nationales pour répondre efficacement aux obligations
- ✓ le niveau de ces politiques (exécutées ou particulièrement exécutées ou non exécutées)
- ✓ les contraintes et difficultés mettant à mal la mise en œuvre des obligations et des engagements de la convention.
- ✓ Les synergies et les points intersectoriels des trois conventions.

Cette étude constituera un support pour les études à venir dans le cadre du projet ANCR-GEM surtout dans le cadre des renforcements des capacités systémiques, institutionnels et individuels.

## **II. RAPPELS DES OBJECTIFS ET DES TACHES DU CONSULTANT**

### **1. Objectifs**

Le Comité Restreint du Projet (CRP) a défini l'objectif principal de la consultation qui est de recenser les priorités et les besoins de la Côte d'Ivoire en matière de renforcement des capacités pour la gestion de l'environnement mondial en particulier dans le domaine des changements climatiques.

### **2. Tâches du consultant**

Les tâches du consultant sont définies comme suit :

- Evaluer l'évolution du climat en Côte d'Ivoire dans le contexte des Changements Climatiques
- Analyser et évaluer les dispositions pertinentes de la Convention Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques
- Evaluer l'évolution des émissions de gaz à effet de serre en Côte d'Ivoire
- Analyser les engagements de la Côte d'Ivoire en tant que partie prenante à la Convention
- Identifier les conditions préalables à la mise en œuvre de la Convention Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques et du Protocole de KYOTO par la Côte d'Ivoire

- Définir les besoins en renforcement des capacités dans le domaine des Changements Climatiques et du Protocole de Kyoto. Analyser les causes fondamentales (analyse SWOT). Evaluer les capacités à renforcer au niveau individuel, institutionnel et systémique
- Définir les actions de renforcement des capacités au niveau individuel, institutionnel et systémique pour remédier aux faiblesses constatées dans le domaine des changements climatiques et du Protocole de Kyoto
- Identifier et compiler les synergies entre la Convention Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques et les deux autres Conventions
- Proposer des mesures nécessaires pour renforcer les capacités pour la mise en œuvre des objectifs stratégiques de la Convention en Côte d'Ivoire aussi bien que dans le contexte de la coopération parmi les conventions globales.
- Présenter le document sur les besoins en renforcement des capacités dans le domaine des Changements Climatiques et du Protocole de Kyoto aux membres du groupe de travail « Changements Climatiques » au cours d'un atelier de travail qu'organisera la coordination du projet.
- Présenter le rapport sur les besoins en renforcement des capacités dans le domaine des Changements Climatiques au cours de l'atelier national des parties prenantes.

### **III. RESULTATS ATTENDUS**

Au terme de cette consultation les résultats qui sont attendus sont :

- L'inventaire des activités de renforcement des capacités passées et en cours dans le secteur des Changements Climatiques ;
- L'inventaire des capacités à renforcer dans le secteur des Changements Climatiques, les capacités devant être classées dans la mesure du possible par ordre de priorité ;
- La liste des questions intersectorielles et des synergies entre les trois conventions de RIO ;
- Le plan d'action visant à répondre aux besoins retenus comme prioritaires et le mécanisme de suivi et d'évaluation des progrès réalisés ;
- Un rapport global présentant les différents produits.



#### **IV. LA CONVENTION DES NATIONS-UNIES SUR LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES ET LE PROTOCOLE DE KYOTO**

##### **1. La prise de conscience**

La première conférence mondiale sur le climat tenu en 1979 a reconnu que le changement climatique représentait un problème sérieux. Ce rassemblement scientifique a permis d'explorer comment le changement climatique peut avoir des impacts négatifs sur les activités et la vie humaine ainsi que sur les êtres vivants à travers tout le globe terrestre.

En 1988, le PNUE et l'OMM ont établi le Groupe Intergouvernemental sur l'Evolution du Climat (GIEC) auquel on a confié le mandat d'évaluer l'état des connaissances actuelles sur le système climatique et sur son évolution : les impacts environnementaux, économiques et sociaux du changement climatique et les stratégies possibles d'intervention.

En 1990, le GIEC a publié son premier rapport d'évaluation qui confirmait la preuve scientifique du changement climatique.

La deuxième conférence sur le changement climatique de 1990 a demandé un Traité-Cadre sur le changement climatique. Cette conférence qui a regroupé 137 pays en plus de la communauté européenne a permis de soutenir et d'inclure dans les dispositions de la convention sur les changements les principes suivants : le changement climatique comme préoccupation commune de l'humanité, l'importance de l'équité, les responsabilités communes mais différenciées des pays à différents niveaux de développement, le développement durable, le principe de précaution, que le manque de certitude scientifique ne devrait pas servir d'excuse pour reporter l'intervention lorsqu'il y a une menace de dommage sérieux ou irréversible.

En 1990 l'Assemblée Générale des Nations-Unies a approuvé le début des négociations d'un traité par l'intermédiaire du Comité de Négociation Intergouvernemental pour une Convention-Cadre sur les Changements Climatiques (CNI-CCCC).

La Convention-Cadre sur les changements climatiques a été adoptée à New-York le 9 mai 1992 et a été signée par 154 pays (plus la communauté européenne) au sommet de la Terre de Rio de Janeiro en juin 1992. La convention est entrée en vigueur le 21 mars 1994.

La Côte d'Ivoire, pays en voie de développement a ratifié la convention le 14 novembre 1994. Les pays en développement dont fait partie la Côte d'Ivoire sont représentés par la « Groupe des 77 et la

Chine ». Le thème commun dominant pour le G77 et la Chine dans les négociations sur le changement climatique est la demande uniforme que les pays industrialisés assument la responsabilité de l'accumulation historique des gaz à effet de serre dans l'atmosphère.

## **2. La Convention-Cadre**

Entrée en vigueur le 21 mars 1994, la Convention-Cadre sur les changements climatiques a selon l'Article 2 pour objectif ultime : « ... » stabiliser les concentrations des gaz à effet de serre dans l'atmosphère à un niveau qui empêche toute perturbation anthropique dangereuse du système climatique (...) dans un délai suffisant pour que les écosystèmes puissent s'adapter naturellement aux changements climatiques, que la production alimentaire ne soit pas menacée et que le développement économique puisse se poursuivre d'une manière durable.

Cette convention impose aux pays signataires des obligations et des engagements en vue de la réduction de leurs émissions de gaz à effet de serre. Il s'est avéré après analyse des dispositions de la convention que les engagements qui s'y trouvent ne suffiront pas pour mettre un terme aux changements climatiques. Aussi fut-il décidé de négocier un protocole qui impose de nouvelles obligations pour l'après 2000. C'est dans cette optique que le Protocole de Kyoto a été mis en place et est entré en vigueur le 16 février 2005.

### **2.1. Les Objectifs et les Engagements de la Convention**

Les engagements des Parties sont repris à l'Article 4 de la convention. Aux termes de l'Article 4.2 (a) les Parties de l'Annexe 1 (pays OCDE + pays dont les économies sont en transition) de la convention prennent l'engagement suivant :

- « chacune des Parties adopte des politiques nationales et prend en conséquence les mesures voulues pour atténuer les changements climatiques (...) » Il doit apparaître selon le même article que les pays :
- « ... » prennent l'initiative de modifier les tendances (...) reconnaissant que le retour d'ici à la fin de la présente décennie aux niveaux antérieurs d'émissions anthropiques de CO<sub>2</sub> et d'autres gaz à effet de serre (...) contribuerait à une telle modification ».

L'Article 7 de la convention prévoit la possibilité pour la conférence des Parties, l'organe suprême de la convention, d'adopter des protocoles à la convention. Déjà au cours de la première session de cette conférence (Berlin, 1996) les plus de 120 pays qui avaient ratifié la convention à l'époque ont constaté que les engagements prévus à l'Article 4 de la convention climatique ne permettraient pas d'atteindre les objectifs ultimes de ladite convention.

Un certain nombre d'engagements énumérés à l'Article 4 de la convention sont communs à toutes les Parties, alors que d'autres sont différenciés et ciblés sur les pays développés. Les principaux engagements sont résumés comme suit :

- *pour toutes les Parties, on note deux engagements essentiels. Il s'agit de l'engagement à :*
  - introduire des inventaires des émissions ;
  - adopter des programmes nationaux visant à atténuer les changements climatiques.
  
- *Les pays de l'Annexe 1 (pays OCDE + pays dont les économies sont en transition)*
  - doivent ramener leurs émissions de GES en l'an 2000 au niveau de 1990 ;
  - doivent présenter les détails de leurs programmes nationaux ;
  - s'acquittent de leurs engagements en coopération.
  
- *Les pays de l'Annexe 2 (les pays de l'OCDE de l'époque) :*
  - doivent prévoir des moyens financiers supplémentaires pour prendre en charge les frais exposés par les pays en développement pour respecter leurs engagements ;
  - doivent prévoir les moyens financiers y compris ceux qui sont requis par les pays en développement pour faire face aux coûts de l'application des mesures.

## **2.2. Les Structures de la Convention**

### **2.2.1. La Conférence des Parties (CP)**

L'Organe Suprême de la convention est la Conférence des Parties (CP). Elle est l'assemblée de tous les pays ayant ratifié la convention. Elle se réunit chaque année depuis 1995. Son rôle est de favoriser l'application effective de la convention et de l'évaluer à la lumière des objectifs de cette dernière. Elle évalue l'évolution des connaissances scientifiques et l'efficacité des programmes nationaux des Parties en matière de changements climatiques. La CP peut arrêter des engagements complémentaires en adoptant des amendements ou des protocoles à la convention (voir l'Article 7).

### **2.2.2. L'Organe Subsidaire de Conseil Scientifique et Technologique (SBSTA) et l'Organe de Mise en Oeuvre (SBI)**

L'Organe Subsidaire de Conseil Scientifique et Technologique (SBSTA) transposent les informations des différents organes internationaux dans les termes des besoins plutôt stratégiques de la Conférence des Parties (Article 9). L'Organe Subsidaire de Mise en Oeuvre (SBI) est chargé d'aider la CP à assurer l'application et le suivi des dispositions de la convention et à préparer ses décisions (Article 10).

### **2.2.3. Le Secrétariat de la Convention**

Il fournit le support à la CP et aux Organes Subsidiaries, accomplissant des fonctions telles que préparer des documents de fond, organiser des sessions de négociations, compiler des données sur les émissions et donner conseil sur les questions techniques, à la demande des Parties.

Le Secrétariat, composé de quelques 150 employés, est actuellement basé à Bonn.

## **2.3. La concertation multilatérale pour la CDP4**

Le groupe Ad hoc du Mandat de Berlin (AGBM) et celui de l'Article 13 (AG13), créé par la Conférence des Parties avaient pour mission de mettre sur pied une concertation multilatérale pour la CDP4.

### **2.3. Les principes de la Convention**

Il incombe aux Parties de préserver le système climatique sur la base de l'équité et en fonction de leurs responsabilités communes mais différenciées et de leurs capacités respectives puis, de prendre aussi des mesures de précaution à l'égard des causes du changement climatique. Il convient de tenir compte des pays en développement qui sont particulièrement vulnérables aux effets des changements climatiques ou qui doivent faire face à une charge disproportionnée. Le développement économique durable est essentiel en vue de prendre des mesures pour lutter contre les changements climatiques. Il convient d'éviter que les mesures prises pour lutter contre les changements climatiques ne constituent un moyen d'imposer des discriminations arbitraires ou injustifiables sur le plan du commerce international.

### **3. Le Protocole de Kyoto**

#### **3.1. Les Objectifs**

Il est convenu dans le protocole que les pays industrialisés réduisent leurs émissions globales de six (6) gaz à effet de serre en moyenne de 5,2 % entre la période de 2008 à 2012 par rapport à 1990. Ces 5,2% ne sont pas uniformément répartis entre tous les pays.

#### **3.2. Les Engagements**

Les engagements principaux des Parties prenantes du Protocole de Kyoto sont :

- L'élaboration, mise à jour à intervalle régulier, publication et mise à disposition de la Conférence des Parties leurs inventaires nationaux des émissions et absorptions anthropiques, ventilées par sources et par puits, de tous les gaz à effet de serre ne tombant pas dans le champ d'application du Protocole de Montréal ;
- Utilisation des méthodes comparables pour dresser les inventaires des émissions et des absorptions de gaz à effet de serre, méthodes qui seront soumises à l'agrément de la Conférence des Parties ;
- Formulation, mise en œuvre, publication et mise à jour régulièrement des programmes nationaux comportant des mesures propres à atténuer les effets d'un changement climatique en agissant sur les émissions anthropiques.

Le Protocole de Kyoto, instaure ou officialise un certain nombre d'instruments, dits de flexibilité, qui doivent permettre de créer un vaste marché de réduction et/ou d'élimination des émissions des GES aussi bien au Nord qu'au Sud.

Les différents mécanismes de flexibilité du Protocole de Kyoto sont :

#### ***Le Mécanisme de Développement Propre.***

Ce mécanisme permet :

- Aux pays non annexe I de parvenir à un développement durable en bénéficiant d'activités se traduisant par des réductions d'émissions certifiées (REC)
- Aux pays visés à l'annexe I de contribuer à remplir leurs engagements chiffrés des limitations et de réduction en acquérant des (REC)

Le MDP est placé sous l'autorité de la conférence des parties et supervisé par un Conseil exécutif. Il aide à organiser le financement d'activités certifiées.

***Les Permis d'émissions négociables.***

La conférence des parties définit les principes, les modalités, des règles et les lignes directrices à appliquer en ce qui concerne notamment la vérification, l'établissement de rapports et l'obligation de réduction en matière d'échange des droits d'émission.

***L'application conjointe et activités exécutées conjointement***

L'application conjointe (AC) : dans le souci de remplir ses engagements chiffrés en matière de limitation et de réduction des émissions des GES (Article 3 du Protocole). « Toute partie visée à l'annexe I peut céder à toute autre partie ayant le même statut ou acquérir auprès d'elle, des unités de réduction des émissions découlant de projets visant à réduire les émissions anthropiques par les sources ou à renforcer les absorptions anthropiques par les puits de GES dans tout secteur de l'économie ».

Les Activités Exécutées Conjointement (AEC) :

Elles ont les mêmes objectifs que précédemment avec la seule différence qui est la suivante : « les pays de l'annexe I peuvent négocier avec les pays non annexe I pour remplir leurs engagements chiffrés en matière de limitation et de réduction des émissions de GES ».

## **V. LA POLITIQUE NATIONALE EN MATIERE DE CHANGEMENT CLIMATIQUE**

### **1. Les aspects législatifs**

De nombreuses actions ont été initiées pour promouvoir un développement durable en Côte d'Ivoire, notamment à travers les programmes de renforcement du cadre institutionnel et législatif et des capacités nationales de gestion environnementale. Plusieurs initiatives en conformité avec les recommandations de l'Agenda 21 ont été entreprises par la mise en œuvre d'actions parmi lesquelles on peut citer :

- ◆ La loi cadre de l'environnement n°96 – 766 de du 03 octobre 1996 portant le cadre législatif et institutionnel de l'environnement. Cette loi est considérablement inspirée par les principes fondamentaux de la législation internationale, notamment par l'insertion des concepts tels que les principes du « pollueur–payeur », « développement durable », « implication de la Société civile », « responsabilité commune partagée », « zones protégées ».
- ◆ Décret n°96 – 894 de novembre 1996 déterminant les règles et les procédures Applicables aux Etudes d'Impact environnemental (EIA) des projets de développement. Il convient de signaler qu'en matière d'environnement, un ensemble de textes législatifs et réglementaires existe en Côte d'Ivoire. Le code de l'environnement (1996) représente la première tentative du gouvernement de créer un cadre légal, intégré et intersectoriel pour gérer les défis nationaux en matière d'environnement. Cet ensemble, constitue les documents de base de référence et d'orientation.

Parmi les programmes qui soutiennent le développement durable, on peut citer :

- Pollution de l'eau et la conservation de la diversité biologique dans le grand Ecosystème Marin du Golfe de Guinée (GEM-GG).
- Ratification et mise en œuvre de conventions internationales qui concernent le développement durable.

Le cadre institutionnel est structuré de la manière suivante :

- Un point focal assuré par la Direction des politiques et stratégies de l'Environnement
- Une autorité compétente qui est le Ministère d'Etat, Ministère de l'Environnement représentant le Gouvernement au niveau de la conférence des parties (CP)
- Un Comité national de suivi sur les changements climatiques (CNSCC) constitue de différents partenaires ministériels
- Un point focal GIEC assuré par le Ministère d'Etat, Ministère de l'Environnement
- Un point focal opérationnel et politique FEM assuré respectivement par la Caisse Autonome d'Amortissement, et par le Ministère d'Etat, Ministère de l'Environnement.

### **Les Conventions Internationales**

- La Côte d'Ivoire a signé et la ratifié la Convention Cadre des Nations Unie sur les Changements Climatiques en juin 1992 et novembre 1995 respectivement et a soumis sa Communication Nationale Initiale à COP6 à la Haye. Cependant, elle n'a pas encore ratifié le Protocole de Kyoto.

- Le Protocole Montréal sur la réduction des chlorofluorocarbones (CFCS) a été signé en novembre 1992.
- La Convention Stockholm sur les polluants organiques persistants a été adoptée récemment et signée en mai 2001.
- Convention sur le commerce international des espèces en danger (Washington 1973) est entrée en vigueur en Côte d'Ivoire en février, 1993.
- Convention de Bâle sur le contrôle de mouvements transfrontaliers des rejets toxiques et leur élimination (le 22 mars 1989) ; la Côte d'Ivoire est membre depuis juin 1991.
- Convention de Bamako sur la prohibition de l'importation de déchets toxiques en Afrique et sur le contrôle des mouvements du transfrontaliers et gestions des déchets toxiques produits en Afrique (signé le 31 janvier 1991) ; ratifié par la Côte d'Ivoire depuis le 09 juin 1991.
- Convention de Ramsar : la Côte d'Ivoire est devenue partie contractante à la convention 27 juin 1996 et a enregistré le Parc National d'Azagny (19400 ha) sur la liste des zones humides d'importance internationale.

## 2. **Les Institutions**

Les études menées dans le cadre de la communication nationale initiale de la Côte d'Ivoire sur les changements climatiques ont permis de distinguer 3 types d'Institutions à savoir : les Institutions gouvernementales (ou Ministères), les Organisations Non Gouvernementales (ONGs), les Institutions privées.

### ✓ **Les Institutions gouvernementales**

Le projet relatif à l'inventaire national qui fait la synthèse des émissions de Gaz à Effet de Serre (GES) en Côte d'Ivoire en 1990 a permis d'identifier les secteurs prioritaires en matière d'émission de GES à savoir : l'Energie, l'Agriculture, la forêt, les déchets.

Les Institutions gouvernementales qui ont donc participé de manière effective à l'élaboration de la communication nationale initiale sur les changements climatiques sont :

- Le Ministère des Mines et de l'Energie à travers son Département Energie ;
- Le Ministère de l'Agriculture à travers ses deux agences spécialisées l'ANADER et le CNRA. ;



Ce ministère est chargé de la lutte contre le déboisement et les feux de brousse, la gestion du patrimoine forestier, les parcs nationaux et les réserves aussi qu'en gestion des ressources agricoles. Il est aussi chargé de la protection des sols, des eaux et de la végétation.

- Le Ministère de l'Enseignement Supérieur, grâce à ses structures de recherche et de leurs programmes de recherche, contribue, entre autre, à la connaissance des écosystèmes naturels et des mécanismes de leurs dégradations. Il a sous sa tutelle des structures telles que le CRO (Centre de Recherche Océanologiques), l'Institut de Recherches des Forêts (IDESSA), l'IRE... Il participe aussi, au même titre que le Ministère de l'Education National et de la formation de Base, aux activités de formation et à la promotion de l'éducation environnementale.

Parmi les programmes qui soutiennent le développement durable, on peut mettre en exergue :

- Pollution de l'eau et conservation de la diversité biologique dans le Grand écosystème Marin du Golfe de Guinée (GEM-GG) ;
- Ratification et mise en œuvre de Convention Internationales qui concernent le développement durable ;
- Le Ministère d'Etat, Ministère de l'Environnement à travers son Département de l'Environnement, de l'Eau et de la Forêt qui dispose des services administratifs appropriés en dehors de l'Agence Nationale de l'Environnement (ANDE) et la Société d'Etat SODEFOR ;

Il représente la structure gouvernementale responsable de la formulation et de la coordination de la politique environnementale nationale et de l'émanant des études d'impacts environnementaux. Les actions au sein du Ministère sont confiées à 5 structures :

- La direction de l'environnement, point focal de toutes les activités relatives à l'environnement, est chargée de la conception globale des politiques
- L'Agence Nationale de l'environnement (ANDE), chargée de la mise en œuvre du RNAE en vue d'une meilleure maîtrise des problèmes environnementaux
- La Direction de la construction et de l'Assainissement, responsable de la gestion des problèmes d'assainissement et de drainage

- Le centre Ivoirien d'Antipollution chargé de la mise en œuvre du réseau national d'observation de la qualité des eaux continentales, marines et lagunaires et le service de l'inspection des installations classées, qui gèrent les établissements générant des déchets.
- Les Ministères de l'Education Nationale et de la recherche scientifique à travers les Universités et les Grandes Ecoles ;
- La Primature à travers le BNETD pour les études macroéconomiques et le CNTIE pour l'analyse des SIG ;
- La Société d'Etat para public qui est la SODEXAM.

Les activités de toutes ces structures devraient être coordonnées par un comité national de suivi sur les changements climatiques. Mais malheureusement ce comité n'a pas encore vu le jour.

#### ✓ **Les Organisations Non Gouvernementales (ONGs)**

Les ONGs s'impliquent davantage dans la lutte contre les changements climatiques ; mais il convient de mettre l'accent sur le renforcement des capacités de leur personnel pour qu'elles soient mieux outiller pour véritablement jouer leur rôle de soutien, de complémentarité, de critique constructive de l'action gouvernementale. Le FEM a permis à certaines ONG de mieux s'organiser.

Les ONG ivoiriennes sont pour la plupart regroupées en collectifs, on distingue :

- Le réseau des ONG d'environnement (RECI)
- Le collectif des ONG actives (CONGACI)
- Le réseau des ONG féminines (RIDF)

Dans le cadre de la réduction des émissions des gaz à effet de serre, ces ONG ont mené des actions de sensibilisation du grand public en faveur particulièrement des jeunes et des femmes. Ces actions ont porté essentiellement sur les politiques de reboisement. Elles se sont aussi investies dans la conduite de projets intégrés sur le terrain ; parmi ces projets nous pouvons citer l'action menée dans le cadre du micro financement : Fonds pour l'Environnement Mondial ONG (FEM/ONG) qui a porté sur la maîtrise du bois – énergie dans la zone péri – urbaine d'Abidjan (public cible les ménages) et la maîtrise de la production du bio – gaz. En outre de nombreux projets d'agroforesterie ont été développés dans le centre et le Nord du pays.

### ✓ **Les Institutions privées**

Les Institutions privées ne sont pas suffisamment sensibilisées sur la problématique du changement climatique ce qui pose souvent des problèmes de collaboration entre ces Institutions et le Bureau du changement climatique. Il serait souhaitable d'associer le secteur privé dans un cadre institutionnel bien défini. Le secteur privé est structuré comme suit :

- La fédération Nationale des Industries de Côte d'Ivoire (FNICI) constitue un cadre de concertation entre les industrielles et les autres secteurs non industriels
- L'association des PME-PMI a un rôle particulièrement important pour la réussite des actions de lutte contre la pollution.

### 3. **Les activités majeures**

En Côte d'Ivoire, deux études majeures ont été réalisées pour faire la situation de la contribution du pays aux émissions globales de gaz à effet de serre.

La première étude financée par la coopération américaine au travers du programme « US Country Studies » s'est achevée en 1996. L'année de référence utilisée était de 1990 pour les inventaires des gaz à effet de serre, leurs sources et leurs puits.

La deuxième étude financée par le FEM a eu pour année de référence 1994.

Cette étude a donné lieu à la publication, en février 2001, de la « communication nationale initiale » permettant ainsi à la Côte d'Ivoire de concevoir et d'appliquer ses propres stratégies de lutte contre l'évolution climatique et ses effets désastreux.

Les deux études qui ont été menées dans le cadre de l'inventaire national ont permis d'obtenir les résultats suivants :

#### **3.1 Les émissions**

La méthodologie utilisée dans le cadre de cette étude a été développée par le GIEC en 1996. Ces émissions sont essentiellement liées aux secteurs de l'énergie, de l'agriculture, des forêts et des déchets, notamment dans la cité d'Abidjan et banlieues.

Parmi les gaz émis le dioxyde de carbone (CO<sub>2</sub>), le monoxyde de carbone (CO) et le méthane (CH<sub>4</sub>) restent largement prédominants.

La synthèse des résultats d'émissions permet de dégager la répartition sectorielle suivante :

Energie	= 12 438,1	Gg E CO <sub>2</sub> , soit 50,30 %
Agriculture	= 3448,8	Gg E CO <sub>2</sub> , soit 13,93 %
Déchet	= 8837,1	Gg E CO <sub>2</sub> , soit 35,74 %
Forêt	= - 19847,4	Gg E CO <sub>2</sub> , soit 80,27 % environ par rapport aux émissions

Il est important de noter que durant cette étude le transport n'a pas été pris en compte dans l'évaluation énergétique.

La capacité résiduelle des séquestrations des forêts étant de 19 847,4 Gg E CO<sub>2</sub>, vient atténuer les émissions des autres secteurs qui s'élèvent à 24 724,5 Gg E CO<sub>2</sub>. Il en résulte une émission nette de 4877,1 Gg E CO<sub>2</sub>,

Il convient de retenir que cette étude a permis d'évaluer les émissions nettes de CO<sub>2</sub>, en Côte d'Ivoire pour l'année 1994. Ces émissions sont évaluées à 4877,1 Gg E CO<sub>2</sub>, pour une population de 13 520 000 habitants soit 360,70 kg Gg E CO<sub>2</sub> / habitants / an ou encore 0,988 kg E CO<sub>2</sub> / habitant / jour.

Parallèlement aux études d'inventaires des études de vulnérabilité ont été menées en vue de déterminer les effets potentiels des changements climatiques sur quelques secteurs d'activités économiques en Côte d'Ivoire.

Ces études ont porté essentiellement sur les ressources côtières et les forêts.

### **3.2 La vulnérabilité**

Dans le cadre de la mise en œuvre de la Convention-Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques en Côte d'Ivoire, des études de vulnérabilité/ adaptation aux changements climatiques ont été menées parallèlement aux inventaires en vue de déterminer les effets potentiels des Changements Climatiques sur quelques secteurs d'activités économiques en Côte d'Ivoire.

Ces études ont porté essentiellement sur les ressources côtières et les forêts.

### **3.2.1 Les Zones Côtières**

L'érosion côtière constitue un problème important. Les efforts déployés varient en vue d'atténuer les effets et les conséquences économiques négatives. A certains endroits, le problème a pris des proportions inquiétantes. Le recul côtier et les submersions qui l'accompagnent constituent un facteur de risque. Les facteurs naturels sont nombreux mais l'homme intervient sur l'environnement naturel par la construction de structures artificielles sur le rivage, l'extraction de sable sur les plages, la construction de barrages sur les rivières qui assuraient auparavant l'approvisionnement sédimentaire du littoral, l'extraction anarchique de fluides dans les gisements et les réservoirs côtiers, la destruction des mangroves. Ce sont quelques-uns des facteurs qui ont renforcé l'impact des forces naturelles.

### **3.2.2 Les Ressources en eau**

L'étude des impacts des changements climatiques sur les ressources en eau dans le cas des bassins versant des fleuves Bandama et Sassandra s'est effectué sur la base de l'application de modèles de circulation générale et du modèle sectoriel de gestion des ressources en eau (WATBAL).

L'exploitation des modèles de circulation générale GFD3 et UK89 sur les bassins versants du Bandama et du Sassandra a permis de mesurer l'impact d'un doublement de la concentration du CO<sub>2</sub> atmosphérique sur la température et la pluviométrie. Il ressort de l'analyse de ces résultats que la température moyenne mensuelle sur ces deux bassins devrait augmenter de 2.28°C au minimum et de 4.10°C au maximum.

Ainsi, l'augmentation de température se conjuguera avec une baisse de la pluviométrie en zone de savane, tandis que dans les zones pré-forestières et de forêt dense, deux scénarios sont envisageables: hausse de la pluviométrie selon le UK89 et baisse selon le GFD3.

Les résultats issus des Modèles de Circulation Générale utilisés dans le modèle WATBAL, montrent qu'un changement climatique entraînerait une baisse des ressources en eau quelle que soit la zone phytogéographique et le modèle GCM utilisé (voir résultat Tableau 2 ci-dessous).

La baisse de la pluviométrie et des ressources en eau dans ces zones affecterait la production d'énergie hydroélectrique et la production agricole et d'autres secteurs socio-économiques.

**Tableau 1 :** Estimation de la baisse des ressources en eau à partir du modèle WATBAL

Modèles	Bandama à Marabadiassa (%)	Sassandra Siébly (%)	Sassandra à Kahin (%)
GFD3	-22	-8.35	-6.86
UK89	-21	-6.41	-5.10

Au Nord de la Côte d'Ivoire, en zone de savane, le modèle WATBAL prédit une baisse des ressources en eau sur les trois (3) sous-bassins étudiés : de 21% à 22% à Marabadiassa, de 5.1% à 6.9% à Kahin et de 6.4% à 8.4% à Piébly. Ainsi, la baisse sera davantage plus importante dans les régions traditionnellement sèches.

Les barrages hydroélectriques de Buyo, Kossou et Taabo sont alimentés en eau par les fleuves N'zo et Sassandra pour le premier et par le Bandama pour les deux derniers. Une baisse des ressources en eau entraînerait une baisse dans la production totale d'électricité par ces barrages.

En effet, une baisse des ressources en eau dans les bassins versants considérés aura probablement un impact sur la productivité de l'agriculture pluviale notamment sur les cultures de riz et de soja. Aussi, une baisse du volume des eaux superficielles pourrait rendre difficile l'accès de l'eau dans les puits voire les assécher.

### **3.2.3 La forêt**

La zone d'étude «d'impact des changements climatiques » est volontairement limitée aux zones boisées du domaine rural dans la zone Nord caractérisée par une forte pression foncière (forte densité de population) à la zone du sud-ouest, zone forestière, caractérisée par une ruée vers les terres agricoles.

Ce choix répond au double souci d'analyser les effets conjugués des changements climatiques et des activités anthropiques (agricoles et forestières) sur ces écosystèmes différents. Il s'agit aussi d'écosystèmes pour lesquelles nous disposons de quelques données pour utiliser un modèle bioclimatique simple tel que le modèle Holdridge.

La période choisie, pour les projections est de 100 ans. Elle est suffisamment courte pour permettre de constituer des scénarios réalistes, mais suffisamment longue pour permettre d'influer sur des processus longs comme la croissance des arbres.

Sur la base des tendances observées ces dernières années, le scénario envisagé est une augmentation des températures moyennes, dans les deux zones, de +1°C, soit + 0,5 °C à l'horizon 2030 et +0,5 °C en 2094 (horizon de temps de 100 ans), et une diminution des moyennes annuelles de précipitations de l'ordre de 25 %.

Dans le bilan diagnostic du secteur forestier ivoirien il apparaît clairement que les atteintes de natures diverses (anthropiques et autres) ont pour impacts palpables malheureusement aujourd'hui : l'érosion des sols, la baisse de la pluviométrie, la perte de la biodiversité, la diminution de la production forestière, etc.

L'évaluation de l'état de conservation du couvert forestier ivoirien, à partir du bilan des superficies de forêts de 1990 permet de conclure que malgré un bon niveau moyen de conservation, l'espace réservé à cet effet n'est pas suffisant ;

#### **4. Le suivi et l'évaluation des projets**

Au plan national, nous pouvons dire qu'il n'y a pas eu d'évaluation en tant que tel. C'est seulement l'atelier qui a été organisé sur la communication initiale nationale qui peut faire office d'évaluation. Au plan international, l'Agence d'exécution du Programme National des Nations-Unies pour l'Environnement (PNUE) a procédé à l'évaluation de la première communication initiale nationale.

#### **5. L'inventaire national et le renforcement des capacités**

- **Capacités institutionnelles**

Au niveau des capacités institutionnelles, l'administration est suffisamment sensibilisée sur la problématique du changement climatique car l'élaboration d'un projet dans le domaine nécessite un minimum de recherche et d'étude qui en général est mené par ses structures. Mais il convient de signaler que tous les membres de l'administration n'ont pas le même niveau de connaissance d'où la nécessité de renforcer leurs capacités qui doit s'adresser par ordre de priorité : aux décideurs et aux agents.

- **Capacités individuelles**

Les projets d'inventaire qui ont été menés ont permis à certains experts de participer aux conférences internationale. Le développement des sujets portant sur les changements climatiques par les doctorants venus des universités participent effectivement au renforcement des capacités individuelles. Pendant et après les projets, les experts sont en étroite communication avec le Bureau national sur les changements climatiques. Ils sont tenus informés sur l'évolution des différents programmes à venir et des nouvelles technologies qui sont mises à la disposition du Bureau sur les changements climatiques.

La participation aux ateliers par les personnes ressources de l'administration publique a permis d'acquérir des connaissances sur le sujet.

En outre les structures de l'Enseignement Supérieur, Général, Technique et professionnel, participent de façon concrète aux renforcements des capacités individuelles en développant des programmes relatifs aux changements climatiques et à l'environnement en général. Mais la structure la plus spécialisée dans la gestion de l'Environnement est l'Université d'Abobo Adjamé. Créée en 1992 dans le cadre du suivi de Rio, le Centre Universitaire d'Abobo Adjamé, devenu l'université d'Abobo Adjamé (UAA), matérialise la volonté du gouvernement ivoirien de répondre aux besoins en compétences pour assurer le développement durable en Côte d'Ivoire. Pour réaliser cette mission l'université d'Abobo Adjamé dispose actuellement d'Unité de Formation et de Recherche (UFR) comportant des Laboratoires, des équipements appropriés et d'un personnel national et international adéquat, permanent et occasionnel (système de vacataire). Il s'agit de l'UFR des Sciences et Gestion de l'Environnement, l'UFR des Sciences et Biotechnologie Alimentaires et de l'UFR des Sciences Fondamentales et Appliquées. L'Université d'Abobo Adjamé a initié depuis l'année 1996-1997 également une formation continue de courte durée, à la carte, en cours du soir et sous forme de séminaires ou ateliers. Elle s'adresse aux acteurs de développement concernés par l'environnement : Médecins, Gestionnaires d'entreprises, Dirigeants ou Cadres des Mairies, d'ONG, l'Administration centrale et du secteur privé, Enseignants, etc Le thème prioritaire abordé est la gestion de l'eau, des déchets et de l'assainissement en milieu urbain. A ces UFR s'ajoutent 3 centres, y compris le Centre de Formation Continue, le Centre de Recherche en Ecologie (regroupant l'IREN, l'IET et LAMTO), et l'Ecole de la Santé. De plus, cinq laboratoires intégrés aux UFR permettent d'assurer une recherche et une formation adéquate. On compte le Laboratoire de Chimie de l'environnement, le Laboratoire de Biochimie/Biotechnologie, le Laboratoire de



Biologie alimentaire/Zoologie, le Laboratoire d'Hydrogéologie et le Laboratoire d'Ecologie Humaine et de Sciences sociales.

- **Capacités techniques**

Elles comportent 3 volets :

- Les moyens méthodologiques
- Les équipements techniques
- La logistique

Les études d'inventaire ont permis de mettre à la disposition des consultants les capacités techniques suivantes :

- Les modèles
- la documentation
- les lignes directrices
- le matériel informatique

Les structures de recherche telles que : le CRO, LAMTO etc. .... constituent de par leur personnel technique et leurs bases de données des capacités techniques qu'il faut renforcer.

## **6. Les Ressources Financières**

Les projets relatifs à la mise en œuvre de la Convention Cadre sur les changements climatiques qui ont été menés par la Côte d'Ivoire ont été pour la plupart financés par le FEM ou par le biais de la coopération américaine. Dans le souci d'asseoir une politique de renforcement de capacité nationale durable, il est souhaitable que le Gouvernement ivoirien pense à développer des fonds propres. Certains fonds ont déjà été créés tels que :

- Le Fonds National de l'Environnement
- Le Fonds forestier
- Le Fonds de l'eau

A l'image de ces structures ci-dessus, il convient donc pour le cas du changement climatique de réfléchir à la mise en place d'un fonds qui lui est spécifique. Ce fonds pourrait être alimenté par des projets qui seront développés dans le cadre du principe du "pollueur payeur".

## **VI. L'ANALYSE STRATEGIQUE DES OBLIGATIONS DE LA CONVENTION CADRE SUR LE CHANGEMENT CLIMATIQUE ET LE PROTOCOLE DE KYOTO**

L'analyse des obligations de la Convention Cadre sur les changements climatiques et le Protocole de Kyoto a permis d'établir un tableau à quatre (4) colonnes :

- la première colonne est relative aux obligations ;
- la seconde dresse le bilan des stratégies, des plans politiques et les problèmes en rapport avec les obligations ;
- Quant à la troisième colonne, elle montre l'état d'avancement des différentes stratégies et des programmes ;
- Enfin, la quatrième relève les contraintes et les difficultés qui empêchent ou bloquent l'exécution des stratégies, des programmes en rapport avec les stratégies.

Obligations	Les stratégies, les plans politiques et les programmes en rapport avec les obligations	Etat d'avancement :	Les contraintes qui empêchent/bloquent l'exécution, les plans, les programmes en rapport avec les obligations
<p><b>Article 4.1-a de la convention/Article 10-a du Protocole</b></p> <p>Etablissent, mettre à jour périodiquement, publient et mettent à la disposition de la CdP, des inventaires nationaux des émissions anthropiques par leurs sources et de l'absorption par leurs puits de tous les gaz à effet de serre non réglementés par le Protocole de Montréal.</p>	<p><b>Projet : <u>Inventaire des émissions et puits des gaz à effet de serre en Côte d'Ivoire</u></b></p> <p><i>Période d'exécution 1994 à 1996</i>  <i>Financement : US Country Studies Program-Gouvernement de Côte d'Ivoire</i>  <i>Coordinateur : Dr Sékou Touré</i></p> <p>Ce projet a permis de produire un rapport sur l'état des émissions et puits des gaz à effet de serre en Côte d'Ivoire pour l'année 1990.</p> <p>En outre, il a contribué à la formation de personnes impliquées dans le projet dans le recueil et l'analyse des données.</p>	Exécuté	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Incohérence des données selon les sources</li> <li>- Difficultés liées à la collecte et à leur analyse dues à l'absence d'homogénéité dans les données</li> <li>- Nombreux trous dans l'ensemble des données</li> <li>- Manque d'analyse pointue pour les mesures d'atténuation envisagées</li> <li>- Insuffisance d'experts nationaux spécialisés dans le changement climatiques</li> </ul>
	<p><b>Projet «GEF 2200-97-51 UNFCCC» : <u>Activités habilitantes pour la mise en œuvre de la convention cadre Nations Unies sur les changements climatiques</u> :</b></p> <p><i>Période d'exécution : 1998-2000</i>  <i>Financement PNUD/FEM</i>  <i>Coordonnateur et Point focal: Dr Ahossane Kadio</i></p>	Exécuté	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Difficultés liées à la collecte et à leur analyse dues à l'absence d'homogénéité dans les données</li> <li>- Nombreux trous dans l'ensemble des données</li> <li>- Manque d'analyse pointue pour mesures d'atténuation envisagées.</li> </ul>

	<p><b><u>Objectifs spécifiques</u></b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Réaliser l'inventaire des émissions et puits des GES en Côte d'Ivoire pour l'année 1994</li> <li>- Evaluer la vulnérabilité du pays aux changements climatiques</li> <li>- Proposer des mesures d'atténuation des émissions des GES</li> <li>- Proposer des mesures d'adaptation aux conséquences des changements climatiques.</li> </ul> <p><b><u>Résultats</u></b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Planification et coordination des bassins versant</li> <li>- Développer de nouveaux sites de retenues d'eau</li> <li>- Amélioration de l'efficacité de l'irrigation</li> <li>- Choix judicieux des espèces de reboisements (puits)</li> <li>- Promotion de l'Agro-forestière en zone périurbaine.</li> </ul>		
	<p><b>Projet régional : <u>PNUD/FEM RAF 02/G31</u></b>  <b>« <u>Renforcement des capacités pour l'Amélioration de la qualité des Inventaires de Gaz à effet de serre en Afrique de l'Ouest et en Afrique Centrale francophone</u> » :</b></p> <p><i>Période d'exécution : 1<sup>er</sup> septembre 2004</i>  <i>Durée Trois (3) ans</i>  <i>Financement PNUD/FEM</i>  <i>Coordonnateur : DJA Manan Lucien</i>  <i>Domaine d'intervention : Changements climatiques</i></p>	<p>En cours d'exécution</p>	<p>En cours d'exécution</p>

	<p><b>Type d'intervention :</b> <i>Renforcement des capacités</i></p> <p><b>Agence d'exécution :</b> <i>UNOPS</i></p> <p><b><u>Objectifs et produits :</u></b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Amélioration des arrangements nationaux relatifs à la compilation, l'archivage, l'actualisation et la gestion des inventaires de gaz à Effet de Serre.</li> <li>- Promotion d'un Cadre institutionnel durable.</li> <li>- Renforcement des capacités techniques pour la préparation des inventaires nationaux</li> <li>- Amélioration des méthodes et des facteurs d'émission.</li> </ul>		
--	---	--	--

<p><b>Article 4.1-b de la convention/Article 10-b du protocole de Kyoto</b></p> <p>Etablissent, mettent en œuvre, publient et mettent régulièrement à jour des programmes nationaux, le cas échéant, régionaux contenant de mesures visant à atténuer les changements climatiques en tenant compte des émissions anthropiques par leurs sources et de l'absorption par leur puits de tous les gaz à effet de serre non réglementés par le Protocole de Montréal, ainsi que les mesures visant à faciliter l'adaptation appropriée aux changements climatiques</p>	<p><b>Projet : <u>Projet PNUD/FEM RAF 93/G32</u></b>  <b>« <u>Réduction des émissions des gaz à effet de serre grâce à l'amélioration de l'efficacité énergétique dans les bâtiments, Côte d'Ivoire, Sénégal</u> »</b></p> <p><b><i>Période d'exécution : 1996-2001</i></b>  <b><i>Fonds de financement : Fonds pour l'Environnement Mondial (FEM), Gouvernement de Côte d'Ivoire</i></b></p> <p><b><u>Résultats</u> :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Données énergétiques sur les bâtiments recueillies et exploitées</li> <li>- .Formation de 100 techniciens</li> <li>- Audits sur 120 grands bâtiments.</li> <li>- Mise en place de 4 bases de données contenant 1 620 bâtiments</li> <li>- Procédures et textes institutionnels sur l'efficacité énergétique.</li> </ul> <p>Le projet « Gaz à effet de serre en Côte d'Ivoire » a produit des rapports relatifs aux mesures de vulnérabilité et d'atténuation face aux effets des changements climatiques. Ces études ont été menées dans les secteurs suivants : Energie, Forêts, Agriculture, Déchets.</p>	<p>exécuté</p> <p>Finalisés</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Insuffisance dans les échanges d'information tant au plan national que régional</li> <li>- Manque de coordination dans la gestion des projets et de la recherche</li> <li>- Manque de pouvoir décisionnel</li> <li>- Résultats ne sont pas vulgarisés</li> <li>- Inexistence d'un réseau international de site de démonstration afin de faciliter le partage de l'information et des données.</li> </ul>
---	---	---------------------------------	---

<p><b>Article 4.1-c de la convention/Article 10-c</b></p> <p>encourage et soutiennent par leur coopération la mise au point, l'application et la diffusion notamment par voie de transfert de technologies pratiques et procédés qui permettent de maîtriser, de réduire ou de prévenir les émissions anthropiques des gaz à effet de serre non réglementés par le Protocole de Montréal dans tous les secteurs pertinents, y compris ceux de l'énergie, des transports, de l'industrie, de l'agriculture.</p>	<p><b>Projet : <u>Mécanisme de Développement Propre (MDP) en Côte d'Ivoire</u></b></p> <p><i>Période d'exécution : Mai 2003 2<sup>ème</sup> phase du projet</i></p> <p><i>Durée Trois : (3) ans</i></p> <p><i>Financement : PNUD/FEM</i></p> <p><i>Coordonnateur National : Pr. Houenou Pascal</i></p> <p><i>Point focal de l'Autorité Nationale MDP : Diarra Boubacar</i></p> <p><i>Localisation : Institut de Recherche sur les Energies Nouvelles (IREN)</i></p> <p><u>Objectifs :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Rendre fonctionnelle l'Autorité Nationale MDP</li> <li>- Développer des capacités en matière de formulation de projet</li> </ul> <p><u>Activités réalisées :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- organisation d'ateliers nationaux</li> <li>- participation aux ateliers internationaux</li> </ul>	<p>En cours d'exécution</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Accords de coopération entre la Côte d'Ivoire et le secteur privé des pays développés non fonctionnels</li> <li>- Coopération sous régionale pas très développée.</li> </ul>
--	--	-----------------------------	---

<p><b>Article 4.1-d de la convention</b></p> <p>Encourage la gestion rationnelle et encourage et soutiennent par leur coopération la conservation et le cas échéant, le renforcement des puits et réservoirs de tous les gaz à effet de serre non réglementé par le protocole de Montréal, notamment la biomasse, les forêts et les océans de même que les autres écosystèmes terrestres, côtiers et marins</p>	<p><b><u>Le Plan National d'Action Environnementale de la Côte d'Ivoire (PNAE)</u></b></p> <p><b><u>Objectifs :</u></b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Horizon 15 ans (1996-2010) a pour objectifs généraux : l'économie et la valorisation des ressources naturelles</li> <li>• Renforcer / promouvoir les pratiques culturelles favorables à la conservation des milieux naturels (forêts, rivières).</li> <li>• Promouvoir une stratégie de développement durable et gérer de manière rationnelle les ressources naturelles.</li> <li>• Création d'un cadre cohérent qui crée les bases légales et institutionnelles pour une multitude d'interventions sectorielles.</li> </ul>	<p>Exécuté</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Manque de financement</li> <li>- Volonté politique insuffisante</li> <li>- Manque de suivi du PNAE</li> <li>- Coordination de l'exécution des projets de développement à caractère environnemental non assurée.</li> </ul>
<p><b>Article 4.1-e de la convention et 10-b du Protocole de Kyoto</b></p> <p>Préparent, en coopération, à l'adaptation à l'impact des changements climatiques et conçoivent et mettent au point des plans appropriés et intégrés pour la gestion des zones côtières, pour les ressources en eau et l'agriculture, et pour la protection et la remise en état des zones frappées par la sécheresse et la désertification, notamment en Afrique, et par les inondations.</p>	<p><b><u>Projet sous régional : EG/RAF/92/G34 de l'Organisation des Nations Unies pour le Développement Industriel. (ONUDI)</u></b></p> <p><b><u>Contrôle de la pollution de l'eau et Conservation de la diversité Biologique dans le Grand Ecosystème Marin du Golfe de Guinée » :</u></b></p> <p>Gestion du littoral</p> <p><b><i>Financement : ONUDI</i></b> <b><i>Coordonnateur : Pr. IBE</i></b></p> <p>Approche intégrée en vue d'une résolution concertée d'une situation pouvant se présenter dans le domaine côtier.</p>	<p>En cours d'exécution</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Manque de suivi des activités</li> <li>- Manque de données.</li> </ul>



<p><b>Article 4.1-f de la convention</b></p> <p>Tiennent compte, dans la mesure du possible, des considérations liées aux changements climatiques dans leurs politiques et actions sociales, économiques et environnementales et utilisent des méthodes appropriées, par exemple des études d'impact, formulées et définies sur le plan national, pour réduire au minimum les effets – préjudiciables à l'économie, à la santé publique et à la qualité de l'environnement – des projets ou mesures qu'elles entreprennent en vue d'atténuer les changements climatiques ou de s'y adapter.</p>	<p><b>Décret N° 96-894 du novembre 1996</b></p> <p>déterminant les règles de procédures applicables aux Etudes d'Impact Environnemental (EIE) des projets de développement.</p> <p>Cette disposition réglementaire, impose le recours à l'EIE comme en moyen déterminant d'intégrer les préoccupations écologiques dans la conception, la réalisation et le fonctionnement des projets. L'Etude d'impact est ainsi exigée dès la phase de conception des projets de développement potentiellement dangereux pour l'environnement.</p> <p>Précisément, selon les dispositions du décret, quand un projet, en raison de sa nature, de ses dimensions, de la sensibilité du site qui l'accueille risque de porter atteinte à l'environnement, l'Administration de tutelle</p>	<p>Adopté</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Manque de rigueur dans l'application du décret</li> <li>- Manque d'experts pour l'EIE au niveau national</li> <li>- Incohérence du cadre institutionnel et juridique.</li> </ul>
	<p>chargée d'instruire le dossier technique devra requérir au préalable l'autorisation du Ministère chargé de l'Environnement. L'autorisation est accordée sur la base d'une étude d'impact sur l'environnement.</p>		

<p><b>Article 4.1-g et 4.1-h / Article 5 de la convention : Recherche, observation Systématique</b></p> <p>Encouragent et soutiennent par leur coopération les travaux de recherche scientifique, technologique, technique, socio-économique et autres, l'observation systématique et la constitution d'archives de données, l'échange juridiques sur le système climatique permettant de mieux comprendre les causes, les effets, l'ampleur et l'échelonnement dans le temps des changements climatiques, ainsi que les conséquences économiques et sociales des diverses stratégies de riposte, et de réduire et dissiper les incertitudes qui subsistent à cet égard.</p> <p>Ces données devant être échangées dans leur intégralité, librement et promptement ;</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- L'Institut de transformation technologique (I2T) a mis au point : un gazogène fonctionnant à la bourre de coco ou au bois d'hévéa.</li> <li>- En outre, un digesteur a été mis au point permettant de produire du biogaz à partir des épluchures de manioc</li> <li>- Un four de carbonisation a été réalisé pour la production continue de charbon activable de coques de coco.</li> </ul>	<p>Exécuté</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Manque de moyens financiers</li> <li>- Manque de vulgarisation des résultats des recherches</li> <li>- Collaboration sous régionale insuffisante voir inexistante</li> <li>- Faible valorisation des ressources universitaires disponibles</li> <li>- Manque de laboratoires spécialisés pour les recherches en environnement.</li> </ul>
---	--	----------------	--

<p><b>Article 4.1-i de la convention</b>  <b>Article 10-e du protocole de Kyoto</b></p> <p>Encouragent et soutiennent par leur coopération l'éducation, la formation et la sensibilisation du public dans le domaine des changements climatiques et encouragent la participation la plus large à ce processus, notamment celle des organisations non gouvernementales.</p>	<p>Les ONG ivoiriennes sont pour la plupart regroupées en collectif, on distingue :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Le réseau des ONG d'environnement (RECI)</li> <li>▪ Le collectif des ONG actives (CONGACI)</li> <li>▪ Réseau des ONG féminines (RIOF)</li> <li>▪ Les actions de sensibilisation ont été menées en faveur des jeunes et des femmes. Les thèmes retenus sont : <ul style="list-style-type: none"> <li>- Politiques de reboisement</li> <li>- Maîtrise du bois-énergie dans la zone péri-urbaine</li> <li>- Maîtrise de la production du bio-gaz.</li> </ul> </li> </ul> <p>Les projets qui ont été développés ont porté sur l'Agroforesterie (dans le Centre et le Nord de la Côte d'Ivoire)</p>	<p>Exécuté</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Surface de sensibilisation pas très importante</li> <li>- Manque de moyens financiers</li> </ul>
<p><b>Article 5. -b de la convention / Article 10-d du protocole de Kyoto et de la décision 5/CP5 de UNFCCC (COP5)</b></p> <p>Les Parties soutiennent les efforts menés aux niveaux international et intergouvernemental pour renforcer l'observation systématique et technique, notamment dans les pays en développement, et pour encourager l'accès aux données provenant de zones ne relevant pas de la juridiction nationale et à leur analyse, ainsi que pour en promouvoir l'échange.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Création de l'Agence Nationale de l'Environnement (ANDE)</li> </ul> <p><b>Objectifs :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Assurer la coordination de l'exécution des projets de développement à caractère environnemental</li> <li>- Effectuer le suivi des projets du PNAE</li> <li>- Evaluer les projets du PNAE</li> <li>- Mettre en place et gérer un système national d'information environnemental</li> <li>- Mettre en œuvre les conventions internationales dans le domaine de l'environnement</li> </ul>	<p>Exécuté</p> <p>En cours</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Le choix des structures administratives ne semble pas garantir la continuité des actions à l'issue des projets.</li> <li>- Inexistence de système d'information environnementale</li> <li>- Manque de coordination au niveau international et intergouvernemental les activités liées aux changements climatiques</li> </ul>

	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Emergence d'Institutions d'exécution nationale dont les missions recouvrent les préoccupations des changements climatiques et disposent de compétences scientifiques réelles ou potentielles</li> <li>▪ Dans le souci de combler le manque de coordination entre les différentes institutions impliquées dans le domaine de l'environnement, le gouvernement avec l'aide financière de plusieurs organismes internationaux a préparé un plan national d'action environnementale. Il répond aussi à la volonté du pays de se doter d'un document d'orientation et d'un ensemble de projets qui permettent de cerner les problèmes environnementaux de la Côte d'Ivoire.</li> </ul>	En cours	
<p><b>Article 12 et 4.1.-j de la convention / Article 10-b et 10-f du protocole de Kyoto</b></p> <p>Les Parties communiquent à la conférence des Parties les inventaires des émissions, anthropiques par ses sources, et de l'absorption par ses puits, de tous les gaz à effet de serre non réglementés par le Protocole de Montréal, Une description générale des mesures qu'elle prend ou envisage prendre pour appliquer la Convention.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Plusieurs organismes interministériels de protection de l'environnement ont été créés. ce sont : <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ la cellule de coordination des avis protégés de la route côtière</li> <li>▪ le comité interministériel pour la protection de l'environnement de la route côtière Grand Lahou – Sassandra</li> <li>▪ le comité consultatif de pêches</li> <li>▪ le comité national de salubrité</li> <li>▪ le comité national d'hygiène publique</li> </ul> </li> </ul>	créés	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Le manque de moyens financiers ne permet pas l'élaboration de programmes réguliers ; Quasi-absence des Institutions sous-régionales et régionales africaines. Contrairement à d'autres conventions, en particulier la convention sur la Désertification qui a mobilisé les organisations sous-régionales africaines (Comité International de lutte contre la Sécheresse au Sahel (CILS), l'Organisation de l'Unité Africaine, l'IGAD etc ...), la convention sur les</li> </ul>

	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Participation aux rencontres régionales et internationales</li> <li>- Organisation de conférences, de séminaires et d'ateliers nationaux de sensibilisation d'information et d'échange</li> </ul>		<ul style="list-style-type: none"> <li>- changements climatiques n'a pas bénéficié de la même considération. Cette quasi-absence des Institutions sous-régionales et régionales aux débats et aux stratégies ne saurait se justifier, si l'on sait que toutes les conventions issues de Rio visent à relever le défi de la dégradation de l'environnement dans une perspective de développement durable.</li> <li>- Au niveau du domaine de la gestion de l'environnement national, on ne dispose pas encore d'un système de données collectées, traitées et mises à la disposition des utilisateurs finaux en un point central.</li> </ul>
--	--	--	---

Au vu de ce tableau, nous constatons que l'élan de la Côte d'Ivoire en vue de la mise en œuvre des engagements de la Convention et du Protocole de Kyoto a connu un énorme ralentissement eu égard à la crise militaro-politique que vit le pays depuis septembre 2004.

## **VII. LES QUESTIONS INTERSECTORIELLES ET LES SYNERGIES RELATIVES AUX TROIS CONVENTIONS DE RIO**

Les trois Conventions issues du sommet de la Terre qui s'est tenu à Rio de Janeiro au Brésil en 1992, à savoir : la Convention Cadre sur le Changement Climatique, la Convention sur la Biodiversité, la Convention sur la Désertification ont pour objectif commun la protection de l'environnement mondial. En effet, l'analyse des engagements des trois conventions met en évidence un certain nombre de synergies. La mise en œuvre des objectifs et les engagements relatifs aux trois Conventions nécessite donc une réalisation conjointe des activités et des programmes initiés par les différents pays.

Ces trois Conventions concourent au développement durable et présentent de nombreuses similitudes. En effet, conformément à l'Article 8, Alinéa 1 de la Convention sur la Désertification, les questions intersectorielles relèvent des domaines suivants :

- ✓ La recherche
- ✓ La formation
- ✓ L'éducation et sensibilisation
- ✓ L'observation systématique, la collecte et l'échange d'informations
- ✓ Le transfert de technologie.

La résolution de ces questions intersectorielles se fera à partir du renforcement des activités conjointes entre les secrétariats des trois conventions.

Pour atteindre les objectifs de ces conventions et la résolution des questions intersectorielles, la mise en place d'un programme commun de travail s'avère indispensable. Ce qui permettra :

- d'encourager l'élaboration de politiques favorisant des modes de prise de décisions participatives
- d'adopter la meilleure combinaison des connaissances scientifiques et traditionnelles
- d'assurer une harmonie avec les autres programmes de travail ;

Pour ce faire, la conférence des Parties a suggéré aux Parties contractantes la mise en place de plans nationaux d'environnement dont l'objectif principal serait d'élaborer des programmes pour contribuer à la lutte contre le changement climatique. En Côte d'Ivoire, sous l'initiative du gouvernement et l'aide de bailleurs de fonds extérieurs, un Plan National d'Action pour l'Environnement (PNAE-CI) a été initié en mai 1992 et un code de l'Environnement a été voté par l'Assemblée Nationale depuis 1997.

Les principaux objectifs de ce plan s'articulent autour des points suivants :

- Rechercher une cohérence de la politique de développement économique et social des actions de protection et de valorisation de l'Environnement selon une approche intégrée et participative ;
- Recourir à la société civile pour qu'elle identifie des stratégies adéquates afin de garantir son implication à la mise en œuvre des politiques élaborées ;
- Saisir l'opportunité de la proximité des bailleurs de fonds pour mettre en évidence des projets d'investissement fiables et viables. Ce plan a permis dans le cadre de la lutte contre les changements climatiques à l'élaboration d'un programme de sensibilisation de la femme à l'utilisation et à la formation aux techniques de construction des foyers améliorés.

L'examen des questions intersectorielles et des synergies des conventions a permis de faire le développement dans les domaines de la recherche, la formation et la sensibilisation puis l'observation systématique, la collecte et l'échange d'information.

### **1. La recherche**

Toutes les conventions mettent un accent particulier sur ce domaine ; car il est question d'adopter et de promouvoir des programmes communs de « Recherche-Développement ». En effet, ces programmes permettront de développer les capacités locales quant à la réduction des gaz à effet de serre et à l'adaptation au changement climatique. Ces programmes devront tenir compte des programmes existants des centres nationaux, internationaux et régionaux. En Côte d'Ivoire, ces programmes se réalisent par l'intermédiaire des Centres de Recherches tels que : l'Institut de Transformation Technologie de Toumodi (I2T), l'Institut de Recherche sur les Energies Nouvelles (IREN), les universités telle que l'Université d'Abobo-Adjamé qui dispose en son sein d'une UFR en Science et Gestion de l'Environnement. Ces recherches menées par ces structures prennent en compte les préoccupations des trois conventions.

### **2. La formation et la sensibilisation**

Ce Chapitre constitue une priorité pour toutes les conventions, car la mise en place d'une politique d'Environnement durable dans les domaines du changement climatique, de la Biodiversité, et de la Désertification ne peut, se faire sans le renforcement des capacités et une campagne de sensibilisation bien menée. La formation et la sensibilisation permettent :

- L'élaboration et la poursuite des programmes d'éducation, de formation scientifique et technique relatifs au changement climatique, à la Biodiversité et à la Désertification
- L'éducation et la sensibilisation du public en assurant une promotion de l'importance du changement climatique, de la Biodiversité et Désertification ;
- La prise en compte des questions relatives aux différentes conventions dans les programmes d'enseignement.

En Côte d'Ivoire, l'éducation environnementale est entrain d'être introduite dans le cursus scolaire au niveau des écoles primaires en tant que matière intrinsèque au même titre que les matières dites traditionnelles (français, mathématique etc ...). La sensibilisation en milieu scolaire et universitaire est en cours.

### 3. *L'observation systématique, la collecte et l'échange d'information*

En Côte d'Ivoire, les structures intervenant dans le domaine de l'Environnement développent leur propre programme mais l'accent n'est pas mis sur l'échange d'information entre elles. La collecte d'information se fait de manière individuelle. Ce qui pose souvent des difficultés dans l'interprétation des résultats. L'existence en Côte d'Ivoire d'institutions tels que le Centre de Cartographie et de Télédétection (CCT) et le Comité National de Télédétection et d'Information Géographique (CNTIG), qui ont développé à leur niveau leur propre système d'informations environnementales, contribuent à renforcer l'observation systématique et technique.

Les Parties contractantes devront faciliter l'échange d'informations provenant de toutes les sources accessibles au public concernant les changements climatiques, la biodiversité et la désertification. Cela devrait se traduire dans les faits par :

- La diffusion des informations et la création des capacités nécessaires pour les évaluations ;
- La mise en place d'un réseau international de site de démonstration afin de faciliter le partage de l'information et des données d'expérience en vue de mettre en œuvre le programme de travail ;
- Le développement des consultations, de la coordination et du partage d'information et de la documentation ;
- Le renforcement l'interaction entre les programmes de travail des trois conventions par l'intermédiaire des réseaux régionaux ;



- L'échange des listes de centres de coordination de façon à encourager la coopération au niveau local ;
- Le rattachement leur fichier respectif d'experts dans les domaines du changement climatique, de la diversité biologique et de la désertification par l'intermédiaire de leur site internet ;
- L'organisation des forums consultatifs dont les thèmes porteront sur les trois conventions au niveau des pays.

#### **4. Le Financement**

Le Fond pour l'Environnement Mondial (FEM) a été établi par la Banque Mondiale, le programme des Nations-Unies pour l'Environnement (PNUE) en 1991 pour fournir des ressources financières à certains projets de pays en développement qui ont des avantages écologiques globaux non seulement dans le domaine des changements climatiques mais aussi de la biodiversité. Les fonds disponibles sont basés sur des contributions volontaires des gouvernements.

Les projets éligibles doivent être dirigés par les pays et basés sur des priorités nationales qui soutiennent le développement le développement durable. Le FEM s'intéresse à quatre champs d'intérêts :

- Le changement climatique ;
- La diversité biologique ;
- Les eaux internationales ;
- La protection de la couche d'ozone.
- La désertification

#### **5. Le transfert des technologies**

Il doit s'accompagner de renforcement des capacités. La livraison d'un nouveau matériel seulement conduit rarement à des « avantages environnementaux, réels, mesurables et à long terme » dans le pays hôtes. Dans de nombreux cas, il est absolument essentiel de renforcer les institutions locales existantes. Cela comprend le renforcement des compétences administratives et de transfert de savoir-faire pour le fonctionnement et la reproduction des nouveaux systèmes technologies de façon durable.

## **CONCLUSION**

Les préoccupations des institutions de recherche en Afrique en matière de changement climatique sont très récentes et s'inscrivent dans la dynamique du sommet de Rio. Ces institutions se caractérisent le plus souvent par une certaine insuffisance d'une masse critique de chercheurs de haut niveau et un environnement scientifique peu favorable à l'épanouissement scientifique. Dans un tel contexte, les Institutions africaines de recherche et en particulier celles de la Côte d'Ivoire n'étaient pas en mesure d'apporter une contribution importante aux débats scientifiques et techniques sur les changements climatiques. Le processus d'apprentissage en cours n'a pas encore permis de constituer une masse critique de scientifiques susceptibles de procurer à la Côte d'Ivoire une capacité autonome d'investigation.

Toutefois, dans le cadre de la mise en œuvre de la convention, il est impératif de constituer progressivement des compétences humaines et institutionnelles à travers les différentes activités en cours sur les changements climatiques.

C'est donc à juste titre que le renforcement des capacités constitue un pré requis dans la convention qui stipule dans son Article 4.5 que les pays développés soutiennent le développement et le renforcement des capacités et technologies propres aux pays en développement Parties.

Il convient donc que les recommandations suivantes soient prises en compte pour l'élaboration d'une politique de renforcement de capacité durable :

1. La mise en place d'une stratégie de sensibilisation et d'information des populations, des décideurs et des spécialistes des domaines concernés.
2. Le renforcement des capacités humaines, techniques et institutionnelles dans le domaine des changements
3. La mise en place d'un cadre institutionnel adéquat pour programmer, coordonner et assurer le suivi des actions entreprises et à apprendre.
4. La prise en compte des cadres opérationnels existants pour assurer l'efficacité desdites actions.
5. L'élaboration d'un plan d'actions prioritaires.
6. L'implication effective des parties prenantes à la définition des activités liées aux changements climatiques.
7. La recherche et la promotion des outils les plus performants pour mener à bien les études.
8. L'intégration des considérations relatives aux changements climatiques dans le domaine politique, économique, social et environnemental.
9. La mise en place d'un Comité National suivi opérationnel sur les changements climatiques dans les meilleurs délais.

10. L'élaboration et mise en œuvre des stratégies de mobilisation des ressources financières au niveau national et international.
11. L'élaboration d'un portefeuille de projets incluant des technologies propres en matière de changements climatiques.
12. Promotion de projets de technologies propres.

## **BIBLIOGRAPHIE**

Programme Energie d'Enda-tm.; note d'information sur la mise en œuvre de la convention cadre des Nations-Unies sur les changements climatiques (CCNUCC) en Afrique. Mars 1997.

Internet ; note d'information sur les aspects institutionnels du développement durable en Côte d'Ivoire

Communication initiale du Sénégal à la convention cadre des Nations-Unies sur les changements climatiques (C C N U C C) novembre 1997.

Plan d'Action environnementale de la Côte d'Ivoire (Tome II) 1996-2010 document final. Abidjan, juin 1995.

THIERRY C Pauchant et Jean Guimet ; ECO décision Revue environnement et Politique Edition Française HIVER 1996.

Cellule de coordination du projet sur les gaz à effet de serre en Côte d'Ivoire ; Inventaire Vol 1 ; juin 1996.

Cellule de coordination du projet sur les gaz à effet de serre en Côte d'Ivoire ; Mesures d'Atténuation ; novembre 1998.

African Center for Technology Studies (ACTS) ; Conférence africaine sur les politiques et mesures d'adaptation possibles aux changements climatiques ; Exposé de la position des participants ; 5-8 décembre 1994.

Cellule de coordination du projet sur les gaz à effet de serre en Côte d'Ivoire ; Mesures d'atténuation des émissions de gaz à effet de serre en Côte d'Ivoire : Secteur Forêts ; juillet 1997.

Bulletin africain dossier effet de serre ; Septembre 1991.

Bonfeldja B et Al, Guide biomasse-énergie ; 1993.

Revue sécheresse, émission de gaz : différents aspects ; décembre 1993.

Conférence Européenne des Ministres des Transports (CEMT), la politique de l'énergie et l'environnement OCDE, 1990.

Carbone dioxyde information center (CDIAC), communication fall 1994, n° 20.

Convention et Protocole de Kyoto (<http://UNFCCC.int>)

Ministère d'Etat, Ministère de l'Environnement, Communication Nationale Initiale de la Côte d'Ivoire sur les changements climatiques, février 2001

Bureau de Coordination des Activités Habilitantes, Stratégie initiale de mise en œuvre de la Convention cadre des Nations-Unies sur les changements climatiques, septembre 2002.

# **TABLE DES MATIERES**

	Pages
<b>SOMMAIRE</b>	
<b>LEXIQUE</b> .....	1
<b>RESUME</b> .....	2
 <b>I. CONTEXTE ET JUSTIFICATION</b> .....	 4
<b>II. RAPPEL DES OBJECTIFS ET DES TACHES DU CONSULTANT</b> .....	5
1. <i>Objectifs</i> .....	5
2. <i>Tâches du consultant</i> .....	5
 <b>III. RESULTATS ATTENDUS</b> .....	 6
 <b>IV. LA CONVENTION DES NATIONS-UNIES SUR LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES ET LE PROTOCOLE DE KYOTO</b> .....	 7
1. <i>La prise de conscience</i> .....	7
2. <i>La Convention-Cadre</i> .....	8
2.1. Les Objectifs et les Engagements de la Convention .....	8
2.2. Les Structures de la Convention .....	9
2.2.1.La Conférence des Parties (CP) .....	9
2.2.2.L’Organe Subsidiaire de Conseil Scientifique et Technologique (SBSTA) et l’Organe de Mise en Oeuvre (SBI) .....	10
2.2.3.Le Secrétariat de la Convention .....	10
2.3. La concertation multilatérale pour la CDP4 .....	10
2.4. Les principes de la Convention .....	10
3. <i>Le Protocole de Kyoto</i> .....	11
3.1. Les Objectifs .....	11
3.2. Les Engagements .....	11
 <b>V. LA POLITIQUE NATIONALE EN MATIERE DE CHANGEMENT CLIMATIQUE</b> .....	 12
1. <i>Les aspects législatifs</i> .....	12
2. <i>Les Institutions</i> .....	14
3. <i>Les Activités majeures</i> .....	17
3.1. Les Emissions .....	17
3.2. La vulnérabilité.....	18
3.2.1. Les zones côtières.....	19
3.2.2. Les ressources en eau .....	19
3.2.3. La forêt .....	20
4. <i>Le suivi et l’évaluation des projets</i> .....	21
5. <i>L’inventaire national et le renforcement des capacités</i> .....	21
6. <i>Les ressources Financières</i> .....	23
 <b>VI. L’ANALYSE STRATEGIQUE DES OBLIGATIONS DE LA CONVENTION CADRE SUR LE CHANGEMENT CLIMATIQUE ET LE PROTOCOLE DE KYOTO</b> .....	 24
 <b>VII. LES QUESTIONS INTERSECTORIELLES ET LES SYNERGIES RELATIVES AUX TROIS CONVENTIONS DE RIO</b> .....	 36
1. <i>La recherche</i> .....	37
2. <i>La formation et la sensibilisation</i> .....	37

3.	<i>L'observation systématique, la collecte et l'échange d'information .....</i>	38
4.	<i>Le Financement .....</i>	39
5.	<i>Le transfert des technologies .....</i>	39
<b>CONCLUSION .....</b>		40
<b>BIBLIOGRAPHIE .....</b>		42
<b>TABLE DES MATIERES .....</b>		44